

La mondialisation déséquilibrée

Michel Husson

La mondialisation capitaliste vise essentiellement à la constitution d'un marché mondial et à la mise en concurrence directe des travailleurs. La tendance est à l'établissement de normes universelles qui portent à la fois sur les salaires et la rentabilité. La mise en concurrence des travailleurs exerce une pression à l'alignement vers le bas de leurs conditions d'existence. Les projets d'investissement ne sont réalisés que si la rentabilité qui leur est associée s'aligne elle aussi sur les normes établies au niveau mondial. Cet alignement vers le bas des salaires, et vers le haut des taux de profit, conduit à des phénomènes d'éviction des salariés trop chers et des capitaux insuffisamment rentables. C'est la circulation des capitaux qui conduit à ce double mouvement d'égalisation : les capitaux sont attirés par les zones à forte rentabilité et fuient celles où le coût du travail est trop élevé. Ces tendances se développent de manière très puissante aujourd'hui, comme en témoigne par exemple le chantage aux délocalisations. Il faut cependant insister sur le caractère contradictoire de ce processus qui permet de comprendre pourquoi il ne saurait conduire à une configuration stable de l'économie mondiale. Il se heurte en effet à une double limite.

La première résulte des différentiels de productivité très importants qui existent entre les zones de l'économie mondiale. La formation d'un marché mondial pourrait conduire à une relative homogénéisation si ces différences initiales n'étaient pas aussi profondes. Dès lors, la mondialisation fonctionne comme un processus excluant qui sélectionne en permanence les secteurs jugés « dignes » de s'insérer dans le marché mondial. Jamais la loi du développement inégal et combiné ne s'est appliquée avec autant de force : le capitalisme contemporain polarise toutes les sociétés en séparant la partie qui peut s'inscrire dans la mondialisation et celle qui en est exclue. A de rares exceptions près, le capitalisme engendre partout un creusement des inégalités, proportionnel au degré d'avancement des politiques néo-libérales. Il ne s'agit pas là d'un facteur autonome, mais d'une conséquence inévitable de la soumission aux critères d'hyper-rentabilité du marché mondial. C'est pourquoi le projet social-démocrate, ou plutôt social-libéral, qui cherche à rendre compatibles les exigences du capitalisme mondialisé avec des objectifs de « cohésion sociale » est un leurre dont l'espace politique se réduit constamment.

La seconde limite au processus de mondialisation réside dans la localisation des débouchés. Les marchés les plus importants se trouvent en effet là où les salaires sont plus élevés. La recherche des bas salaires tend à réduire le volume total des débouchés et déplace à l'échelle mondiale cette contradiction classique du capitalisme, en lui conférant une dimension géographique inédite. Elle n'est surmontée qu'au prix de deux distorsions. Au sein de chaque pays, la consommation salariale est bloquée et ce sont les revenus financiers attribués à des couches sociales étroites qui doivent servir de débouchés de remplacement : le capitalisme contemporain est donc caractérisé par un creusement des inégalités, et souffre d'un déficit permanent de légitimité. Au niveau de l'économie mondiale, l'impérialisme contemporain cherche à produire dans les pays à bas salaires et à vendre ailleurs. La carte des capitaux tend correspond de moins en moins à celle des territoires nationaux.

On peut donner deux exemples récents de telles tendances. En Allemagne, les politiques restrictives menées depuis le retournement conjoncturel au début des années 2000, ont conduit à une stagnation du marché intérieur ; en revanche les exportations ont enregistré une progression spectaculaire. Mais celle-ci n'a pas compensé, du point de vue

de l'emploi, le blocage du marché intérieur, et le taux de chômage n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières années. En France, les économistes de tous bords sont intrigués par la conjoncture récente : les grandes entreprises réalisent des profits record mais investissent peu. Elles consacrent ces profits à distribuer des dividendes et investissent surtout à l'étranger.

L'histoire du capitalisme n'est donc pas linéaire : la phase actuelle de mondialisation correspond à un retour à une sorte d'état sauvage. Il n'est pas surprenant de constater que toutes les contradictions les plus classiques du capitalisme sont alors réactivées et déplacées à l'échelle mondiale. C'est à ces déséquilibres nouveaux que cette contribution sera consacrée.

L'économie mondiale : une configuration instable

Le capitalisme a besoin d'une structuration de l'économie mondiale adéquate à son mode de fonctionnement. La mondialisation pose cette exigence en des termes relativement nouveaux et il n'est peut-être pas inutile de reprendre la typologie proposée il y a environ 30 ans par Ernest Mandel ¹. Celui-ci distinguait trois configurations possibles : ultra-impérialisme, super-impérialisme, et poursuite de la concurrence inter-impérialiste.

La première hypothèse, celle de l'ultra-impérialisme, doit être clairement rejetée. Un tel scénario, déjà envisagé en son temps par Kautsky, correspondrait à une configuration où, pour reprendre les termes de Mandel, « l'interpénétration internationale des capitaux est avancée au point où les divergences d'intérêts décisives, de nature économique, entre propriétaires de capitaux de diverses nationalités, ont complètement disparu ». Nous sommes manifestement très éloignés d'un tel cas de figure, et l'illusion d'un condominium équilibré entre les trois pôles de la « Triade » (Etats-Unis, Europe, Japon) a fait long feu.

C'est aussi la notion d'« Empire » mise en avant par Michael Hardt et Antonio Negri ² qui est en train de subir un énorme démenti pratique. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler le noyau dur de leur thèse, ainsi résumée par Negri : « Dans l'actuelle phase impériale, il n'y a plus d'impérialisme ou, quand il subsiste, c'est un phénomène de transition vers une circulation des valeurs et des pouvoirs à l'échelle de l'Empire. De même, il n'y a plus d'Etat-nation : lui échappent les trois caractéristiques substantielles de la souveraineté - militaire, politique, culturelle - absorbées ou remplacées par les pouvoirs centraux de l'Empire. La subordination des anciens pays coloniaux aux Etats-nations impérialistes, de même que la hiérarchie impérialiste des continents et des nations disparaissent ou dépérissent ainsi : tout se réorganise en fonction du nouvel horizon unitaire de l'Empire. » ³

La suprématie absolue que semble révéler l'unilatéralisme des Etats-Unis mérite que l'on examine aussi le scénario du super-impérialisme. Dans cette configuration, toujours avec la définition de Mandel, « une grande puissance impérialiste unique détient une hégémonie telle que les autres Etats impérialistes perdent toute autonomie réelle à son égard et sont réduites au statut de puissances semi-coloniales mineures ». Même si l'Union européenne ne peut évidemment pas être caractérisée comme « puissance semi-coloniale mineure », ce schéma semble bien correspondre à la hiérarchie réaffirmée entre les puissances impérialistes qui consacre le rôle dominant des Etats-Unis dans tous les secteurs : économique, technologique, diplomatique et militaire.

¹ Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Les Editions de la Passion, 1997.

² Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, 2000.

³ Toni Negri, « L'« Empire », stade suprême de l'impérialisme », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2001.

Mais il ne rend pas compte de deux traits frappants de l'économie mondiale contemporaine. Le premier est la fragilité de la domination US que l'on peut synthétiser comme suit : de manière assez inédite, l'impérialisme dominant n'est pas exportateur de capitaux et sa suprématie repose au contraire sur sa capacité à drainer un flux permanent de capitaux venant financer son accumulation et reproduire les bases technologiques de cette domination. Il s'agit donc d'un impérialisme prédateur, plutôt que parasite, dont la grande faiblesse est de ne pas pouvoir proposer un régime stable à ses vassaux.

La seconde nouveauté découle du degré d'intégration transcontinentale des capitaux atteint aujourd'hui. Il rendrait nécessaire la constitution d'un condominium Etats-Unis/Europe, un G2 pour reprendre la formule récemment avancée par le secrétaire d'Etat aux Finances allemand, Caio Koch-Weser ⁴. Pour réguler un espace économique aussi intégré, une instance politique de coordination devient effectivement un besoin objectif, du point de vue même des intérêts collectifs bien compris de la bourgeoisie. Mais, pour paraphraser Jaurès, le capitalisme porte en lui la concurrence comme la nuée porte l'orage, et la coopération mondialisée inter-impérialiste est un mirage.

Faute d'un super-impérialisme disposant d'une suprématie suffisante pour l'imposer, c'est donc vers la troisième configuration que le monde est en train de basculer, celle de la concurrence inter-impérialiste. La définition qu'en donnait Mandel est bien en phase avec la situation actuelle : « l'interpénétration internationale des capitaux est assez avancée pour qu'un nombre plus élevé de grandes puissances impérialistes indépendantes soit remplacé par un plus petit nombre de superpuissances impérialistes, mais elle est si fortement entravée par le développement inégal du capital que la constitution d'une communauté globale d'intérêts du capital échoue ». Les contradictions non résolues entre l'Europe et les Etats-Unis continueront donc à peser sur une économie mondiale durablement déséquilibrée.

Les faiblesses de l'économie dominante

Contrairement aux espoirs qu'elle avait pu susciter, la « nouvelle économie » a fait baisser le taux de profit aux Etats-Unis dès 1997. Les nouvelles technologies ont sans doute permis des gains de productivité mais ceux-ci n'ont pas été suffisants pour compenser une augmentation spectaculaire du taux d'accumulation. La « nouvelle économie » a donc été coûteuse en investissements et, en dépit d'une baisse de leur prix relatif, cela a finalement pesé sur la composition organique du capital. Ce point est décisif, car il met fin aux illusions sur la capacité du capitalisme à se libérer de ses lois fondamentales. Les nouvelles technologies ne sont pas l'instrument magique qui permettrait d'accumuler le capital gratuitement.

La récession qui s'en est suivie à partir de 2001 a donc eu une double fonction. Elle a permis en premier lieu de restaurer la rentabilité du capital au moyen d'une gestion très serrée de l'emploi. On a pu parler de reprise sans emplois (*jobless recovery*) dans la mesure où celle-ci a été l'occasion d'emmagasiner les gains de productivité potentiels. Mais les moyens plus classiques de rétablissement du taux de plus-value n'ont pas non plus été négligés, comme l'allongement de la durée du travail ou le blocage des salaires rendu encore plus facile par le faible dynamisme du marché du travail. Cette période a été également mise à profit pour ramener le taux d'accumulation à un niveau plus conforme à celui de la rentabilité.

⁴ C. Fred Bergsten and Caio Koch-Weser, « Restoring the Transatlantic Alliance », *Financial Times*, October 6, 2003 <http://guesde.free.fr/bergsten3.pdf>

Cet ajustement ne s'est pourtant pas fait au prix d'un ralentissement durable et profond de l'économie, en raison de la politique économique menée par Bush après le 11 septembre. Elle comporte trois principaux volets qui vont tous dans le sens d'un soutien de l'activité. Le premier a été une sorte de « keynésianisme militaire » consistant à augmenter les dépenses militaires. Le second levier a été une baisse spectaculaire des impôts qui a permis de stimuler la consommation des riches. Enfin, les taux d'intérêt ont été ramenés à un niveau très bas, de manière à soutenir le marché intérieur, en particulier celui de l'immobilier. Le dynamisme de la consommation intérieure a pu ainsi être maintenu, et l'ampleur de la récession limitée. Cette politique a cependant creusé toute une série de contradictions, qui sont l'envers de ses avantages. Les principales sont les suivantes :

- 1) la baisse des impôts, combinée aux dépenses militaires a fait passer le budget de l'excédent à un déficit important ;
- 2) le soutien de la demande des ménages par la baisse des taux d'intérêt a porté à des montants sans précédent leur endettement, et conduit à un début de bulle sur le marché hypothécaire ;
- 3) les inégalités de revenus se sont encore creusées, jusqu'à la caricature ;
- 4) le déficit commercial vis-à-vis du reste du monde a continué à se creuser et représente aujourd'hui 6 % du PIB (Produit intérieur brut) des Etats-Unis, soit plus d'un point du PIB mondial.

La question de la productivité

Cette question absolument décisive est au centre du débat sur la santé de l'économie US, et Alain Greenspan, en tant que président de la Banque fédérale, ne manquait aucune occasion d'y faire référence. A partir du milieu des années 90, l'accélération de la productivité aux Etats-Unis semble confirmer les espoirs placés dans la « nouvelle économie » et justifier l'explosion boursière. Celle-ci n'aurait fait qu'anticiper les profits à venir, grâce aux gains de productivité résultant de l'introduction des nouvelles technologies. Les capitaux avaient donc raison d'affluer aux Etats-Unis, même si cela avait comme contrepartie un creusement du déficit commercial.

Les sceptiques pensaient qu'il s'agissait d'un cycle « high tech », et que la productivité reviendrait sur sa tendance passée dès lors que l'effort d'investissement se relâcherait. L'évolution récente semble plutôt donner raison aux théoriciens d'une nouvelle croissance durable, puisque la productivité n'a pas ralenti, en dépit d'un recul du taux d'investissement. Ce débat n'est cependant pas tranché, car les sorties de récession aux Etats-Unis s'accompagnent traditionnellement de pics de productivité significatifs, même si cette reprise se fait avec très peu de créations d'emplois. Le repli marqué du profit a incité les entreprises à une politique très rigoureuse de restructurations et d'intensification du travail. On peut dire qu'elles engrangent ainsi les bénéfices des nouvelles technologies, mais il serait très hasardeux d'avancer que ce mouvement peut continuer au même rythme.

L'observation des faits est obscurcie par des phénomènes parasites comme l'allongement de la durée du travail, l'extension du travail non déclaré ou des emplois multiples, sans parler du flou des données statistiques⁵. Si on corrige ces biais, ainsi que l'effet de la

⁵ Aux Etats-Unis, un ordinateur est compté comme du capital, en Europe, comme une consommation intermédiaire. Les statistiques US ont alors tendance à surestimer le PIB (et donc la productivité) par rapport

durée du travail, on constate que l'écart entre les Etats-Unis et l'Europe se réduit. Julian Callow, économiste au Crédit Suisse First Boston, a mené ces calculs sur la période 1996-2001. Il montre que la productivité horaire a progressé de 1.8 % par an aux Etats-Unis contre 1,4 % en Europe : une telle différence peut très bien s'expliquer par la croissance plus rapide aux Etats-Unis.

La baisse impériale du dollar

Le déséquilibre entre les grands pôles de l'économie mondiale est bien synthétisé par les rapports de leurs monnaies. La baisse du dollar par rapport à l'euro, entamée depuis 2001 équivaut d'ores et déjà à une dévaluation considérable, de l'ordre de 40 %. Si on remonte dans le temps, on remarque que le taux de change du dollar vis-à-vis de l'euro a connu de très importantes fluctuations. Pour mieux en apprécier l'ampleur, il faut tenir compte de l'inflation respective en Europe et aux Etats-Unis ; on calcule ainsi un taux de change « réel » que l'on compare au taux de change effectif pour repérer les phases de « sous-évaluation » et de « sur-évaluation ».

En 1971, le dollar se détache de sa définition par rapport à l'or et se met à baisser jusqu'au choc financier de 1979, marqué par une très forte augmentation des taux d'intérêt américains, qui le fait repartir à la hausse. En cinq ans, le cours réel du dollar se redresse et retrouve à peu près son niveau de 1971. Mais cette appréciation du dollar dégrade la compétitivité et les Etats-Unis décident d'y mettre fin en imposant à leurs partenaires européens et japonais les accords du Plaza de 1985, qui font baisser brutalement le dollar. La baisse continue pendant une dizaine d'années, puis le dollar repart à la hausse à partir de 1996-97, jusqu'à la récession de 2000. A cette date intervient un nouveau retournement qui ouvre la phase que nous connaissons, marquée par une baisse continue du dollar, et donc par une hausse symétrique de l'euro. Aujourd'hui le taux de change réel du dollar est à son point le plus bas jamais enregistré depuis au moins un demi-siècle, malgré sa remontée récente.

L'ampleur de ces fluctuations échappe aux déterminants strictement économiques. On peut les interpréter comme le résultat d'une contradiction dans les modalités de la domination US : les Etats-Unis ont besoin d'un dollar fort en tant que puissance financière et monétaire dominante, mais plutôt d'un dollar faible en tant que puissance économique et commerciale. Les hausses et les baisses successives du dollar peuvent alors s'expliquer par la priorité relative accordée à ces deux manières d'affirmer leur suprématie. Les phases de hausse correspondent à la volonté de la restaurer quand celle-ci semble menacée sur le plan financier, puis les phases de baisse permettent de rétablir leur compétitivité et de consolider les positions acquises.

Les paradoxes de l'euro

Toute la conception de la construction européenne reposait pourtant sur le postulat selon lequel la monnaie unique ne pouvait naître que comme une monnaie forte. Mais c'est l'inverse qui s'est produit, et la baisse de l'euro a contribué à la reprise de 1997-2001. Après avoir perdu jusqu'à 30 % de sa valeur par rapport au dollar, l'euro a progressivement rattrapé son cours de lancement. Mais cette remontée de l'euro va aujourd'hui de pair avec un ralentissement durable de l'économie européenne.

aux statistiques européennes, puisqu'elles y incluent la dépréciation du capital. Le PIB croît plus vite que le Produit intérieur net qui défalque cette dépréciation. En termes marxistes, le fait de raisonner « en brut » revient à inclure (à tort) le capital constant consommé dans la définition de la valeur nouvelle créée.

L'intégration croissante de l'économie mondiale a en effet pour conséquence une sensibilité accrue de la croissance européenne au taux de change de l'euro par rapport au dollar. On constate sur la dernière décennie une corrélation étroite (et qui n'existait pas auparavant) entre le différentiel de croissance Europe/Etats-Unis et le taux de change de l'euro par rapport au dollar. Quand le dollar baisse, l'écart entre la croissance en Europe et aux Etats-Unis s'accroît au bénéfice de ces derniers.

Face à cette offensive que représente la baisse du dollar, un vide béant apparaît alors dans la construction européenne : il y a une monnaie unique, mais où se situe le niveau souhaitable de l'euro par rapport au dollar ? La Banque centrale garde l'œil rivé sur la ligne des 2 % d'inflation, mais, aussi incroyable que cela puisse paraître, personne ne sait quel est son objectif de change. Pour que l'euro devienne une véritable monnaie internationale, capable de concurrencer le dollar, il faudrait une politique autrement cohérente en matière de change et de taux d'intérêt, affirmant l'autonomie de l'Europe par rapport aux injonctions monétaires (et autres) des Etats-Unis.

A l'intérieur même de l'Europe, le retournement actuel fait apparaître un second paradoxe, puisque c'est l'enlissement de l'économie allemande qui contribue en grande partie à plomber la conjoncture de l'Europe tout entière. Durant les années précédant la mise en place de l'euro, une partie des bourgeoisies financières s'inquiétait de l'entrée dans l'euro de monnaies qui en affaibliraient la crédibilité. Les pays du Sud (Espagne, Italie, Portugal, Grèce) désignés de manière méprisante sous le vocable « Club Méditerranée » devaient, selon certains, être tenus à l'écart de la zone euro qu'il valait mieux construire dans un premier temps autour du noyau dur franc-mark. Cette option était très sérieusement envisagée avant le retournement du dollar, quand la conjoncture européenne était encore dominée par la morosité. Du coup, les critiques d'inspiration souverainiste de l'euro dénonçaient en lui une simple excroissance du mark. La future Banque centrale européenne était vue comme un décalque européen de la *Bundesbank* qui imposerait à la Franc les mêmes absurdes disciplines qu'elle s'était elle-même infligées pour défendre la parité du franc vis-à-vis du mark.

En réalité, le recul de l'hégémonie allemande était largement amorcé dès la réunification. Celle-ci a conduit l'économie allemande à se recentrer sur le marché intérieur, de telle sorte que les faramineux excédents industriels ont tendu à fondre et, avec eux, le fondement de la suprématie de l'économie allemande. C'est justement cet affaiblissement relatif qui a permis au « Club Med » d'intégrer la zone euro dès sa mise en place. Et aujourd'hui, l'Allemagne est la première piégée par la logique monétariste qu'elle a contribué à imposer à ses voisins. La manière dont les taux de change ont été gelés au sein de l'euro peut donc se lire comme une fable amoralisée, en tout cas si l'on prend le monétarisme comme critère de vertu. En gros, les mauvais élèves, comme l'Espagne et l'Italie sont entrés dans l'euro avec un taux de change plutôt avantageux tandis que l'Allemagne, et la France à un moindre degré, souffrent d'un taux de change surévalué. Et comme la position relative de l'Allemagne se dégrade continûment du double point de vue de la croissance et des excédents, la tension exercée par un taux de change trop fort se fait de plus en plus sentir. En d'autres temps, il aurait été judicieux pour le mark de dévaluer, même si la charge symbolique aurait été particulièrement forte. En tout cas, avec l'euro, cette voie d'ajustement est exclue. Il faut donc freiner la croissance relative de l'économie allemande déjà médiocre, où rétablir sa compétitivité sur la base d'une baisse importante du coût salarial. C'est exactement le sens de l'Agenda 2010 qui représente une profonde mise à mal du modèle allemand.

On assiste ainsi au creusement d'un double écart tout au long des années 90. D'une part, la croissance aux Etats-Unis devient nettement supérieure (plus d'un point) à celle de l'Europe, alors que le taux de croissance était semblable sur la décennie 80 (tableau 1). D'autre part, une seconde différenciation s'opère à l'intérieur même de l'Europe. Sur la dernière décennie, la croissance moyenne a été de 2 % pour l'ensemble des pays européens. Mais elle a été nettement moins marquée (1,6 %) pour la « zone franc-mark » (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg) que pour le reste de l'Union européenne (2,3 %) et en particulier pour un groupe de pays (Espagne, Royaume-Uni, Irlande et Finlande) qui a connu une croissance moyenne de 2,8 %, voisine de celle des Etats-Unis. Tout se passe donc comme si la divergence Etats-Unis/Europe fonctionnait comme un levier venant polariser une croissance européenne jusque là relativement homogène.

Tableau 1. Vingt ans de PIB

	1981-1991	1991-2002
Etats-Unis	2,9	3,2
Union Européenne	2,8	2,0
- France + Allemagne + Belgique + Luxembourg	2,7	1,6
- reste de l'Union européenne	2,9	2,3
Japon	4,1	0,9

Taux de croissance annuels moyens - Source : OCDE

La trajectoire du Japon obéit à une chronologie voisine. Jusqu'au début des années 90, son taux de croissance est nettement supérieur à celui des deux autres pôles de l'économie mondiale. A partir de cette date, l'économie japonaise s'installe dans une décennie de quasi-stagnation et décroche complètement de la progression moyenne de l'économie mondiale. Le début des années 90 représente donc un tournant de grande ampleur : auparavant, la croissance était bien plus homogène entre les Etats-Unis et l'Europe, et à l'intérieur même de l'Europe.

Ce contraste entre la conjoncture des Etats-Unis et celle de l'Europe vient souligner la faible intégration du capitalisme européen. Chacun des pays de l'Union européenne se positionne différemment par rapport à la configuration d'ensemble, et l'on assiste à un début d'éclatement de leurs trajectoires, qui constitue un obstacle supplémentaire à la coordination de leurs politiques économiques. On voit aussi apparaître un écart grandissant entre économies nationales et groupes mondiaux, notamment en matière d'accumulation du capital. Les grands groupes sont jusqu'à un certain point indifférents à la morosité du marché européen dans la mesure où ils investissent et vendent sur d'autres marchés. Leurs intérêts tendent à donc être de plus en plus dissociés de la santé relative de l'économie européenne, et c'est de cette manière que l'on peut comprendre comment ils peuvent échapper aux contradictions de la politique économique européenne. Celle-ci peut sembler suicidaire, puisqu'elle revient à casser systématiquement les débouchés en bloquant les salaires, mais c'est le marché mondial qui sert ici d'échappatoire.

La déstabilisation du Pacte de stabilité

Face à ce clivage croissant à l'intérieur de l'Union européenne, les intérêts spécifiques de chaque Etat, avec ses rapports de classes particuliers, tendent à l'emporter sur leurs intérêts collectifs, dont la gestion est déléguée à la Commission. C'est la clé de la crise actuelle de l'Europe. Le point de départ en est l'incapacité, économique et politique, de la

France et de l'Allemagne de respecter la règle selon laquelle le déficit budgétaire ne devait en aucun cas dépasser 3 % du PIB. Ces deux pays, qui représentent près de 40 % du PIB européen, ont ainsi obtenu de la majorité des autres gouvernements que ne soient prononcées à leur égard aucune des sanctions pourtant explicitement prévues par le Pacte. Cette décision a évidemment provoqué la fureur de la Commission, dont la légitimité et l'autonomie découlent en grande partie de sa fonction de gardien du Pacte de stabilité.

Cette crise est d'autant plus aiguë que les contradictions ne sont pas strictement économiques : que ce soit à propos de l'intervention en Irak ou de l'architecture institutionnelle, le couple franco-allemand tend à s'opposer au reste de l'Union. Les ballons d'essai sur une « Union » entre les deux pays vont dans ce sens et rejoignent des projets plus anciens d'une Europe à deux vitesses, avec un noyau dur et une périphérie de pays associés. Cependant, il faut y insister, cet écartèlement ne renvoie pas à la défense de modèles sociaux différents : les gouvernements français et allemand mènent au contraire une politique de contre-réforme très systématique qui vise à un alignement accéléré (mais jamais assez rapide, de leur point de vue) sur un modèle néo-libéral standard. Il s'agit avant tout d'un repli sur les intérêts nationaux, ou plutôt sur une gestion nationale des intérêts de classes, qui ouvre une crise à laquelle la victoire du non en France et aux Pays-Bas confère une dimension politique explicite. La cohésion de la bourgeoisie européenne est aujourd'hui largement écornée.

Ce constat conduit à revenir sur la logique de la construction européenne. A la différence, par exemple, du modèle allemand du XIX^{ème} siècle, il ne s'agit pas de la formation par addition d'une nouvelle économie nationale. L'une des raisons en est que, chacun de son côté et avec sa spécialisation propre, les pays européens ont déjà accédé au marché mondial. La phase d'internationalisation a commencé à la fin des années 60 et la constitution du marché unique, puis de la monnaie unique, ne peuvent être analysés comme les conditions préalables d'un tel mouvement. Il existe donc un déphasage particulier entre la base européenne et l'horizon stratégique mondial des grands groupes. Le marché unique n'est pas le débouché forcément principal mais la base arrière d'une visée plus large.

Pour certaines branches, la construction européenne obéit néanmoins à une logique « agrégative » de constitution de « champions » européens selon un schéma qui, en un sens, étend à l'échelle européenne la stratégie gaullo-pompidoliste des champions nationaux. Mais cette orientation, plutôt caractéristique de secteurs financiers comme les banques et les assurances, est loin de représenter la stratégie dominante qui consiste à nouer des alliances transcontinentales de manière à accéder directement à tous les compartiments du marché mondial. L'interpénétration des capitaux conduit à la formation d'une « économie transatlantique », pour reprendre le titre d'une étude de référence ⁶ ; elle a d'ores et déjà atteint un degré qui rend difficile de parler des Etats-Unis et de l'Union européenne comme de deux entités séparées et concurrentes.

Le marché unique est donc un marché ouvert à tous vents, parce que les grands groupes qui donnent le la dans la construction européenne visent d'emblée le marché mondial. Ce point est tout à fait important car il permet de mieux comprendre le caractère subordonné du « volet social », dans la mesure où le projet des secteurs les plus puissants de la bourgeoisie n'est pas de construire un ensemble réellement structuré et intégré. On peut même aller plus loin et émettre à nouveau des doutes assez systématiques quant au besoin réel d'une monnaie unique. S'il s'était agi de construire le marché européen

⁶ Joseph P.Quinlan *Drifting Apart or Growing Together? The Primacy of the Transatlantic Economy*, Center for Transatlantic Relations, 2003 <http://guesde.free.fr/quinlan.pdf>

comme une entité intégrée, alors la monnaie unique aurait été absolument nécessaire pour gérer l'interface entre une zone européenne compacte et le marché mondial. Mais, dès lors que le marché unique en question est conçu comme devant être ouvert, la nécessité d'une monnaie unique était beaucoup moins évidente.

La principale vertu du passage à la monnaie unique ne résidait sans doute pas dans sa fonction d'outil monétaire mais plutôt dans celle d'instrument disciplinaire. C'est au nom de l'impérieuse nécessité d'une monnaie unique qu'il fallait freiner les dépenses publiques et « modérer » les salaires, bref mettre en œuvre un programme typiquement néo-libéral. Cela tombait bien, puisque c'était précisément l'intention de chacun des gouvernements. Ce projet permettait d'unifier les programmes néo-libéraux et de leur procurer une double légitimité, en invoquant dans un même mouvement les exigences de l'économie et l'idéal européen.

« L'économie mondiale vole sur un seul moteur »

Cette expression est de Lawrence Summers, l'ancien ministre du Budget de Clinton, et elle a servi de titre à un important dossier paru dans *The Economist* ⁷. Un chiffre résume bien le fonctionnement asymétrique de l'économie mondiale : depuis 1995, près de 60 % de la croissance mondiale est à attribuer aux Etats-Unis, qui ne représentent pourtant « que » 30 % de l'économie mondiale. La thèse générale de *The Economist* est que « le monde ne peut continuer à compter sur la dépense des Etats-Unis ».

On peut alors imaginer deux scénarios polaires pour les années à venir. Le premier est la prolongation de la situation actuelle, où les gains de productivité plus rapides et la rentabilité supérieure continueraient à attirer les capitaux nécessaires au financement du déficit commercial des Etats-Unis. Cette configuration est cependant difficilement soutenable : elle implique en effet le maintien d'un différentiel de croissance entre les Etats-Unis et l'ensemble Europe-Japon, autrement dit un déséquilibre permanent de l'économie mondiale. La croissance médiocre imposée à l'Europe et au Japon aurait pour contrepartie la reconstitution de leur compétitivité à partir du blocage salarial plutôt que de la productivité, avec le risque de tensions sociales accrues qui en résulterait.

A peu près tous les économistes qui se posent la question considèrent que cette configuration n'est pas soutenable. Wynne Godley ⁸ montre que si rien ne change, le déficit commercial US continuera à augmenter. Si on y ajoute les intérêts que les Etats-Unis doivent (quand même !) payer sur leur dette extérieure, le déficit courant atteindrait 8,5 % du PIB en 2008. Pour simplement stabiliser le déficit commercial, il faudrait de toute manière reproduire constamment l'attractivité des Etats-Unis pour les capitaux étrangers. Or, l'instabilité de la situation globale risque de les décourager. Leur entrain avait une base objective qui était la dynamique de la productivité du travail et les bons niveaux de rentabilité qu'elle semblait pouvoir garantir durablement, mais ces perspectives favorables sont aujourd'hui remises en cause. Les Etats-Unis ne dominent plus en fonction des performances intrinsèques de leur économie, mais grâce à leur capacité de « fixer » l'accumulation du capital à l'échelle mondiale qui dépend en dernier ressort de rapports de forces de nature politique. Cette affirmation hégémonique n'étant pas sans limite, il faut envisager un second scénario où la compétitivité, et la balance commerciale, seraient rétablies par une baisse du dollar par rapport aux autres devises, notamment l'euro.

⁷ « Flying on one engine », *The Economist*, 18 septembre 2003 <http://guesde.free.fr/1engine.pdf>

⁸ Wynne Godley, *The US Economy. A Changing Strategic Predicament*, Levy Economics Institute, February 2003 <http://guesde.free.fr/godley3.pdf>

Mais cette voie est semée d'embûches, et on peut se demander si un tel « atterrissage en douceur », évitant un épisode récessionniste majeur, est encore possible. Pour réduire significativement le déficit, il faudrait selon les spécialistes une dévaluation considérable, de l'ordre de 40 %. Mais cette baisse réduirait la valeur en euros des titres libellés en dollars, et on risque d'atteindre « le point où ils ne souhaitent plus accroître la part d'actifs US qu'ils détiennent en portefeuille ⁹. Seule une forte hausse des taux d'intérêt pourrait les convaincre, mais elle viendrait alors peser sur la croissance. Une dévaluation agressive du dollar équivaldrait à déclencher une guerre commerciale ouverte avec l'Union européenne et le Japon. Dans ce cas les Etats-Unis exporteraient leur récession, qui pourrait leur revenir comme un boomerang si elle était suffisamment profonde pour casser la dynamique de l'économie mondiale, ou si elle déclençait des mesures de sauvegarde de la part des autres impérialismes. Telle est donc la base économique des tensions à venir.

Dans ce contexte, le scénario d'un ajustement brutal de l'économie des Etats-Unis gagne en plausibilité. Il s'enclencherait si les capitaux du reste du monde refusaient de financer le déficit commercial ou si, ce qui revient à peu près au même, les Banques centrales des autres pays n'acceptaient plus de détenir des réserves croissantes en dollars et se mettaient à les vendre, faisant baisser encore plus le cours du dollar. Il faudrait alors relever les taux d'intérêt pour rassurer les capitaux étrangers et/ou freiner la croissance du marché intérieur pour dégager les financements que ces capitaux n'assureraient plus en quantité voulue. Ce retournement non maîtrisé conduirait alors à une implosion boursière et hypothécaire et à une crise sociale frappant non seulement les salariés mais aussi les couches sociales dont la richesse et les revenus dépendent de la valeur de leurs actifs financiers.

Ce n'est pas un travers catastrophiste qui conduit à envisager un tel scénario, car la non-soutenabilité du régime actuel fait pratiquement consensus. Pour ne prendre qu'un exemple, un récent rapport de l'OCDE consacre un chapitre entier à la réduction du déficit extérieur des Etats-Unis, en essayant de chiffrer son impact sur l'économie mondiale¹⁰. L'important n'est pas de réaliser des prophéties, mais de bien identifier les deux facteurs essentiels dont dépend la trajectoire de l'économie US dans les années à venir, à savoir son articulation avec les autres zones de l'économie mondiale et sa capacité à dégager des gains de productivité.

L'effet boomerang de la mondialisation

La montée en puissance de la Chine est un autre sujet d'inquiétude qui domine le débat économique aux Etats-Unis. Elle représente aujourd'hui près de la moitié du déficit commercial US, et cette part ne fait qu'augmenter. Entre 1970 et 2002, les exportations chinoises ont été multipliées par 140, et leur compétitivité est assurée par l'ancrage du yuan au dollar¹¹, qui est l'une des cibles du gouvernement états-unien, d'autant plus que la concurrence chinoise commence en outre à toucher les secteurs de haute technologie. On discute beaucoup de délocalisations et de désindustrialisation, même si l'essentiel des pertes d'emplois manufacturiers s'expliquent par les gains de productivité et les restructurations.

⁹ Catherine L. Mann, « Perspectives on the U.S. Current Account Deficit and Sustainability », *Journal of Economic Perspectives*, summer 2002 <http://guesde.free.fr/mannrep.pdf>

¹⁰ « Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des Etats-Unis », *Perspectives économiques de l'OCDE* n°75, chap. 5 <http://gesd.free.fr/ozusbal.pdf>

¹¹ La récente réévaluation du yuan est trop faible pour modifier cette situation.

Le scepticisme quant aux bienfaits de la mondialisation est donc en train de gagner les hautes sphères de l'économie dominante. Paul Samuelson, prix Nobel et théoricien de l'enrichissement mutuel des nations grâce au commerce international, vient de publier un article où s'expriment bien ces doutes¹². Il part du constat de la baisse tendancielle de la part des Etats-Unis dans la production mondiale : voisine de 50 % au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle se situe aujourd'hui entre 20 et 25 %. Le vague à l'âme du prix Nobel vient de ce que le progrès technique en Chine concerne désormais les secteurs pour lesquels les Etats-Unis disposaient des avantages comparatifs les plus nets. Cela en dit long sur l'absurdité de la théorie libérale, qui postulait donc l'absence de rattrapage technologique, et sur les liens étroits qu'elle entretient avec les intérêts de la puissance dominante. Certes, l'article de Samuelson a donné lieu à d'énergiques protestations des doctrinaires du libre échange, mais il est révélateur d'une prise de conscience naissante à propos des effets en retour de cette mondialisation sur l'économie US.

Tout cela revient à dire que la configuration actuelle de l'économie mondiale s'accompagne d'un approfondissement des contradictions liées au processus de la mondialisation capitaliste. L'« Empire » est en réalité profondément divisé, et on peut y voir l'expression moderne de la loi du développement inégal et combiné. On voit en effet apparaître une double ligne de fracture au sein des zones de cette économie mondiale : entre les Etats-Unis et les autres économies dominantes, autour de la baisse du dollar ; et entre économies dominantes et « pays émergents ». Ces derniers menacent la stabilité d'ensemble de l'économie mondiale en gagnant des parts de marché et en réussissant à augmenter le prix des matières premières, notamment celui du pétrole.

Certes, le capitalisme s'est aujourd'hui libéré de ses « entraves » : la circulation des capitaux est à peu près libre, et les acquis sociaux ont déjà largement reculé à travers le monde. De ce point de vue, l'emprise de la finance ne doit pas être comprise comme une forme de parasitisme qui empêcherait le capitalisme de fonctionner correctement. Il s'agit au contraire d'un dispositif permettant l'établissement tendanciel d'un marché mondial où les salariés sont directement mis en concurrence et soumis à des exigences de rentabilité qui s'opposent à la satisfaction des besoins sociaux non rentables. C'est grâce à la financiarisation que le capitalisme contemporain se rapproche d'un fonctionnement « pur », en se débarrassant progressivement de tout ce qui pouvait l'encadrer ou le réguler. Ce mouvement ne saurait s'auto-réformer et implique une redistribution régressive des richesses. C'est pourquoi les constructions qui visent à séparer le bon grain de l'ivraie – par exemple le « bon » capitalisme productif du « mauvais » capitalisme financier - ou à imaginer un capitalisme à la fois hyper-compétitif et plus égalitaire, relèvent d'une utopie réformiste qui ne correspond pas à son cours actuel.

Le paradoxe de la mondialisation pourrait alors s'énoncer ainsi : plus le capitalisme réussit à modeler l'économie mondiale à sa convenance, plus les contradictions inter-impérialistes s'accroissent. Le capitalisme mondial est donc installé dans une phase d'instabilité durable. Et la question fondamentale est de savoir si cette instabilité va se dénouer selon l'axe des conflits inter-capitalistes ou celui des affrontements sociaux.

¹² Les principales pièces de ce dossier sont disponibles sur le site *Marchandise* : <http://hussonet.free.fr/mondiali.htm>